



## Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies

Vol. 11, n°1 | 2007  
Varia

---

Marie-Sylvie Dupont-Bouchat, Éric Pierre (dir.)  
avec Jean-Marie Fecteau, Jean Trépanier, Jacques-  
Guy Petit, Bernard Schnapper, Jeroen Dekker,  
*Enfance et justice au XIX<sup>e</sup> siècle. Essais d'histoire  
comparée de la protection de l'enfance 1820-1914.  
France, Belgique, Pays-Bas, Canada*

Paris, PUF, 2001, 443 pp., ISBN 2 13 051338 7

Falk Bretschneider

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/161>  
ISSN : 1663-4837

### Éditeur

Librairie Droz

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007  
Pagination : 143-147  
ISBN : 978-2-600-01160-0  
ISSN : 1422-0857

### Référence électronique

Falk Bretschneider, « Marie-Sylvie Dupont-Bouchat, Éric Pierre (dir.) avec Jean-Marie Fecteau, Jean Trépanier, Jacques-Guy Petit, Bernard Schnapper, Jeroen Dekker, *Enfance et justice au XIX<sup>e</sup> siècle. Essais d'histoire comparée de la protection de l'enfance 1820-1914. France, Belgique, Pays-Bas, Canada* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 11, n°1 | 2007, mis en ligne le 19 janvier 2009, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/chs/161>

---

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2019.

© Droz

---

Marie-Sylvie Dupont-Bouchat, Éric  
Pierre (dir.) avec Jean-Marie  
Fecteau, Jean Trépanier, Jacques-  
Guy Petit, Bernard Schnapper,  
Jeroen Dekker, *Enfance et justice au  
XIX<sup>e</sup> siècle. Essais d'histoire comparée  
de la protection de l'enfance 1820-1914.  
France, Belgique, Pays-Bas, Canada*

Paris, PUF, 2001, 443 pp., ISBN 2 13 051338 7

Falk Bretschneider

---

## RÉFÉRENCE

Marie-Sylvie Dupont-Bouchat, Éric Pierre (dir.) avec Jean-Marie Fecteau, Jean Trépanier, Jacques-Guy Petit, Bernard Schnapper, Jeroen Dekker, *Enfance et justice au XIX<sup>e</sup> siècle. Essais d'histoire comparée de la protection de l'enfance 1820-1914. France, Belgique, Pays-Bas, Canada*, Paris, PUF, 2001, 443 pp., ISBN 2 13 051338 7

- 1 Issu d'un travail de recherche collective, pluridisciplinaire et internationale, cet ouvrage propose au lecteur non seulement une synthèse réussie des travaux récemment menés sur la justice des mineurs à l'époque contemporaine, mais aussi un regard croisé sur quatre pays, la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Canada (plus précisément le Québec). Il se donne pour objectif de retracer les étapes de la construction d'un objet : celui de l'enfant à corriger et de l'enfant à protéger, à partir des regards portés sur lui par des

philanthropes ou des réformateurs, de l'évolution des lois et de la jurisprudence et de la pratique dans les établissements spécialisés. Il cherche à montrer aussi bien les évolutions nationales que le croisement et la circulation des idées et des expériences qui ont mené, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, à une réflexion collective et transnationale que l'on connaît bien maintenant pour tout ce qui est de la « science pénitentiaire », mais qui restait moins connue pour l'histoire de l'enfance sous main de justice. Premier atout donc de ce travail : il suit une tendance salutaire en histoire du crime et des institutions pénales, celle de l'intérêt porté sur la comparaison, le transfert, le croisement des idées et des pratiques, et ceci même si le « moule national », les auteurs le reconnaissent eux-mêmes (14), reste parfois difficile à dépasser.

- 2 Le texte, qui relate une histoire menant de l'« enfance criminelle » à l'« enfance en danger », de la répression à l'effort « protectionnel » ou éducatif, se divise en deux parties chronologiques, elles-mêmes divisées en trois chapitres thématiques : la première, intitulée « Qui aime bien, châtie bien : correction et moralisation », embrasse les années entre 1820 et 1870-1880 et nous présente le temps de la prison pour mineurs et de l'idée de l'enfance à corriger. La seconde partie, intitulée « Enfance délinquante, enfance en danger, États tutélaires », nous conduit aux décennies entre 1880 et 1914, moment où les lois protectrices de l'enfance, l'intervention de l'État dans les familles populaires, les débats internationaux et les actions de la « défense sociale » marquent une rupture dans le regard porté sur l'enfant délinquant et dans la pratique de sa prise en charge, remplaçant le modèle pénitentiaire par celui de la prévention et de la protection.
- 3 L'idée d'un traitement spécifique de la délinquance juvénile ne se réalise, c'est ce que montre la première partie, que tardivement. Empêché par des difficultés financières et la désorganisation institutionnelle, le souci de l'enfant ne s'affirme véritablement que vers les années 1830, quand tous veulent faire sortir les enfants des prisons (26). La pauvreté causée par l'industrialisation et l'urbanisation et la place laissée par l'État face à ce problème aux œuvres, associations et sociétés privées créent les conditions de l'émergence de ce vaste mouvement philanthropique qui s'empare aussi bien de la question des prisons que de la prise en charge des enfants pauvres et délinquants, et ce en proposant des solutions répressives et disciplinaires.
- 4 Le premier chapitre (« Philanthropes et réformateurs : la première génération ») nous présente les diverses figures de ce milieu socialement relativement homogène, figures alliant théoricien et homme d'action, ayant proposé les premiers les conceptions d'un traitement spécifique destiné aux jeunes déviants. Fonctionnaires de l'État (inspecteurs des prisons tels que Pieter Jacob de Bye aux Pays-Bas, Charles Lucas en France, Édouard Ducpétiaux en Belgique, Wolfred Nelson et Andrew Dickson au Québec), « belles âmes » et personnages « romantiques » (31) (comme Frédéric Auguste Demetz en France et Willem Suringar aux Pays-Bas) s'attaquent au système des prisons pour enfants. Les auteurs insistent également sur le rôle important de l'église catholique qui a su faire se rejoindre, notamment au Québec et aux Pays-Bas, charité religieuse envers les indigents et politique visant à renforcer sa propre place au sein de la société en créant un « réseau parallèle, une sorte de 'multinationale' catholique » (93). Face aux intentions de faire le bien avec autorité et sans requérir le consentement des personnes concernées, deux modèles commencent à se disputer : le pénitencier pour les délinquants et la colonie pour les vagabonds. La confiance générale reste au « tout institutionnel », au traitement de groupe et à l'enfermement (même si les modalités de celui-ci varient). Les auteurs montrent que,

paradoxalement, c'est justement cet institutionnel qui crée le premier espace de la société véritablement réservé à l'enfance (94sqq).

- 5 Le deuxième chapitre (« Le débat d'idées sur le plan international : une 'sainte alliance' des philanthropes ? ») décrit la nature (tourisme et congrès pénitentiaires) et le contenu des échanges internationaux entre 1840 et 1870, les présentant comme une guerre des modèles : prison ou école, cellule ou colonie agricole, punition ou éducation et moralisation ? Question annexe, la discussion du traitement de la délinquance juvénile ne montre pas les mêmes caractéristiques que les discussions sur les prisons adultes (le succès apparemment général, à partir de 1840, du système cellulaire ne trouve pas son écho dans les établissements pour jeunes détenus où domine le système d'Auburn). La question centrale tourne toujours autour de l'alternative prison ou colonie, modèles qui sont cependant, jusque dans les années 1840, moins pensés en termes de concurrence que de complémentarité. Une fois de plus, le débat permet de déceler moins l'apparition d'un modèle pur et unique que l'émergence d'une communauté à forte vocation « scientifique », liée par des modes communs de penser, d'analyser (par la statistique) et d'agir.
- 6 Le troisième chapitre (« Construire des établissements pour les jeunes détenus ») met en perspective les réalisations concrètes issues de ces débats en proposant, au niveau de la chronologie, trois étapes : (1) la séparation des jeunes détenus des adultes (1820-1848), soit par la construction de quartiers pour mineurs distincts dans les prisons d'adultes, soit par la construction de véritables pénitenciers pour jeunes détenus (Rotterdam aux Pays-Bas, la Petite Roquette en France, Saint-Hubert en Belgique); (2) l'émergence de la colonie agricole privée ou publique (vers la fin des années 1830), idée parallèle à la « rééducation par la cellule », qui apparaît simultanément dans plusieurs pays européens et dont Mettray, fondé en 1839 par Demetz, deviendra le modèle exemplaire et suivi de nombreuses réalisations semblables dans le reste de l'Europe; (3) les tentatives de séparer les jeunes détenus les uns des autres (1848-1870), qui mènent à une multiplication et diversification de ces établissements dans les pays étudiés. Même si les arguments mis en avant par les réformateurs sont partout à peu près les mêmes (préserver les jeunes de la contagion carcérale), les auteurs insistent sur le fait que l'ampleur de cette évolution est difficile à connaître, compte tenu du fait de sa dépendance aux politiques nationales ou locales et aux disponibilités financières (130). Ils dévoilent en outre que toutes ces mesures étaient essentiellement destinées aux garçons, les filles délinquantes restant une « population négligée » (165) aussi bien dans les statistiques criminelles que dans les réalisations.
- 7 Avec la deuxième partie, les auteurs montrent l'arrivée, vers 1880, d'une nouvelle conception de l'enfance déviante. Désormais c'est moins l'« enfant à corriger » qui est le point de mire que l'« enfant à protéger ». Sans que la répression soit totalement écartée, l'intervention grandissante de l'État essaie de prendre en charge une enfance dessinée par les rapports parlementaires ou les statistiques comme victime du délabrement de leur milieu familial. De plus, s'installe la déception envers l'institution de la prison, qui n'a apparemment pas réussi à guérir la délinquance des mineurs par l'enfermement (250).
- 8 Le quatrième chapitre (« Les établissements, critiques et réformes ») prend la suite du précédent en relatant les évolutions internes des établissements et des changements au niveau législatif. Les critiques portées contre les établissements se ressemblent partout (surpeuplement, conditions de vie défectueuses, service religieux insuffisant, personnel mal formé, apprentissage et travail infructueux et donc production de la récidive par les

institutions elles-mêmes), les questionnements et les remises en causes font en revanche émerger des plans et réalisations nationaux bien différenciés (écoles de réforme et d'industrie au Québec, écoles de bienfaisance en Belgique, sociétés de patronage en France). À côté de l'éducation en institution, les solutions alternatives se multiplient (321). Il n'est plus question d'un modèle unique, mais d'un temps d'expérimentation (260) dont on garde pourtant en souvenir surtout l'écart entre visions réformatrices et réalisations concrètes.

- 9 Le cinquième chapitre (« Convergences législatives ou coïncidences chronologiques ? ») présente l'évolution rapide, entre 1901 et 1912, de la législation sur la justice des mineurs pendant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle dans les différents pays en posant la question de savoir quels liens ces lois entretiennent avec l'émergence des tribunaux pour mineurs aux États-Unis. Les auteurs constatent que, en une quinzaine d'années, le modèle américain s'impose partout, en subissant pourtant d'importantes modifications dans les pays étudiés (324). Il est adopté plus intégralement en Belgique et au Canada qu'en France et qu'aux Pays-bas (380sq). Les convergences, même si elles ne sont pas totales, apparaissent notamment en ce qui concerne l'adhésion à une approche protectrice envers l'enfant et concernant le processus de production des lois dans ces quatre pays (383sq).
- 10 Le sixième chapitre (« Le mouvement international de protection de l'enfance ») reprend l'analyse du débat international pour la période 1880-1914. Appuyé notamment sur une étude approfondie des discussions lors des congrès internationaux, il présente un groupe de « nouveaux philanthropes » (juristes, médecins et hommes d'œuvres), originaires de nombreux pays et qui forment, face au échec des mesures pénitentiaires classiques dans la lutte contre la délinquance juvénile, le noyau dur d'un mouvement qui structure une pensée internationale autour du thème de la protection de l'enfance malheureuse (394-396). Réformer les lois, réformer les institutions et développer le patronage deviennent alors les trois objectifs de leurs discussions. À partir de 1905, c'est cependant le retour de la présence américaine sur la scène qui installe enfin le modèle du juge paternel (407).
- 11 Une conclusion générale et une postface (« Enjeux théoriques et implications méthodologiques d'une étude historique comparée de l'enfance délinquante et en danger ») résument à la fin de ce livre les résultats acquis, mais thématisent aussi les difficultés théoriques et méthodologiques rencontrées au fil des recherches, difficultés liées à une approche d'histoire comparée et à l'enfance comme objet d'analyse historique. Le lecteur se réjouira de ces réflexions autant qu'il sera satisfait par l'approche des auteurs qui sort d'une histoire à focale unique et joue au « jeu d'échelles » (Jacques Revel), mêlant analyses nationales et supranationales. En raison du caractère de cet ouvrage, qui est plus un rapport de recherches qu'une monographie, et malgré l'effort considérable des auteurs pour condenser les parties consacrées aux évolutions nationales en des résumés généraux, le lecteur aura cependant parfois du mal à saisir le fil de l'argumentaire. Il en sera récompensé par une quantité de détails et d'informations de synthèse qu'il ne pourrait que difficilement trouver ailleurs. Le choix des territoires étudiés, commandé en premier lieu par l'existence d'un réseau de chercheurs reposant sur des bases amicales et scientifiques, ne parvient d'ailleurs pas toujours à convaincre. On regrette notamment l'absence de l'Allemagne (même s'il est fait, à plusieurs reprises, allusion au *Raues Haus* de Johann Hinrich Wichern à Hambourg) ainsi que de l'Angleterre. Dietrich Oberwittler, ayant mené une recherche profonde et comparée de la politique en

matière de criminalité des mineurs dans ces deux pays (publiée en 2000 chez l'éditeur Campus à Francfort/M.), aurait pu être un interlocuteur privilégié.

- 12 Étant donné que la rédaction du texte s'est faite essentiellement à partir de matériaux déjà publiés, l'étude pallie enfin les lacunes laissées par ceux-ci. Si l'analyse de l'évolution des lois, des pratiques judiciaires, du milieu philanthropique, des institutions et des représentations qui touchent à l'enfance déviante paraît, notamment dans sa perspective comparatiste, vraiment réussie et aboutir à une synthèse solide, cohérente et complète, d'autres points demeurent plus obscurs et indiquent le travail qui reste à faire. Outre le manque d'une étude quantitative des populations visées par les idées, projets et réalisations (le Québec seul faisant exception avec la présentation d'un important travail de recherche statistique à partir des registres d'écrou), c'est l'analyse de ce que l'on peut qualifier d'« expérience » du monde étudié qui fait cruellement défaut. L'enfant pauvre et délinquant reste ainsi, pour les historiens d'aujourd'hui comme pour les spécialistes de l'époque, un objet et non un acteur de l'histoire. En dépit de nombreux mérites qui font de cet ouvrage une publication essentielle sur le sujet, c'est là que l'on peut avoir un léger regret en refermant ce livre.
- 

## AUTEURS

**FALK BRETSCHNEIDER**

CRIA Paris